



UNSA-Infos - Numéro 514 - 4 mai 2010

<http://www.unsa.org/>

## 1er mai... 1er round d'observation !

Les manifestations du 1er mai ont rassemblé dans la France entière près de 400.000 manifestants. Pour l'UNSA, ces chiffres sont corrects. Personne ne s'attendait à un raz-de-marée alors que les mesures gouvernementales sur les retraites ne sont pas encore connues. C'est à un premier round d'observation auquel nous avons participé.

Le Sommet social qui se tiendra le 10 mai nous en apprendra un peu plus sur les mesures que le gouvernement pense prendre face à la crise.

Pour l'UNSA, il faut continuer à faire du dossier de l'emploi, le dossier prioritaire. La faible croissance que nous connaissons n'est pas en mesure de faire reculer le chômage. Il faut donc continuer à accompagner les salariés qui perdent leur travail et de ce fait reconduire les mesures prises en 2009 et accentuer l'effort de solidarité.

Quant à la réforme des retraites, qui était dans l'esprit de tous les manifestants du 1er mai, le vrai premier rendez-vous aura lieu vers mi-mai, lorsque le gouvernement aura fait connaître ses premières hypothèses de réforme.

L'intersyndicale se réunira à nouveau le 6 mai et devrait annoncer une nouvelle mobilisation car il est impératif que le gouvernement et le Président de la République sachent que, sur ce dossier, notre vigilance est extrême et notre capacité à nous mobiliser intacte.

### ***Dernière minute : ballon d'essai sur les retraites ?***

A l'heure où nous écrivons, le journal *Le Monde* fait état d'hypothèses circulant à l'Élysée sur le dossier des retraites : faire passer l'âge légal à 61 ans en 2015, 62 ans en 2020 et 63 ans en 2030... Elle confirme l'obstination du gouvernement à ne raisonner qu'en termes de mesures d'âge et à refuser de poser le problème du financement de notre système de retraite. Faire partir plus tard signifie-t-il faire travailler plus longtemps et donc cotiser plus ?

Les statistiques de mars 2010 sur l'emploi apportent une forme de réponse : chômage en hausse de 1,1% pour les plus de 50 ans (+21,2% en un an), de 2,6% pour le chômage de longue durée (+31,4% en un an). Alors, simple hypothèse de travail ou ballon d'essai ? Une occasion en tout cas pour l'UNSA de redire fermement son attachement au maintien de la retraite à 60 ans et de rappeler ses 7 propositions pour élargir le financement de notre système de retraite.

Retrouvez la plaquette UNSA sur les retraites présentant nos propositions. Cette brochure vient d'être éditée ; elle sera prochainement envoyée aux parlementaires et distribuée par les unions régionales et départementales de l'UNSA fin mai dans le cadre de la notoriété de l'UNSA. Elle est téléchargeable sur le site de l'UNSA : [www.unsa.org](http://www.unsa.org) et par le lien : [http://www.unsa.org/retraites\\_2010/7propositions.html](http://www.unsa.org/retraites_2010/7propositions.html).

## ***Le nombre de chômeurs reste toujours très préoccupant***

Le mois de mars enregistre une très légère baisse d'une catégorie de chômeurs. Mais si l'on prend l'ensemble des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, ce chiffre est en hausse. Il atteint plus de 4 millions en prenant en compte des DOM. Ces chiffres sont très préoccupants car le chômage de longue durée ne profite pas de cette légère amélioration.

Quant à l'augmentation régulière des chômeurs de plus de 50 ans, elle est à mettre en parallèle avec l'explosion des départs pour rupture conventionnelle. Institués en août 2008, ils étaient au nombre de 223.000 au 31 décembre 2009.

Pour l'UNSA, cette situation exige de mettre en œuvre l'ensemble des moyens qui contribuent à une croissance créatrice d'emplois :

- une vraie relance des négociations salariales,
- la mise en place d'outils efficaces contre les restructurations sauvages et les délocalisations,
- mettre fin à l'exonération des heures supplémentaires qui pénalise l'emploi.

Enfin, il faut mettre en place des dispositifs de grande ampleur pour les salariés très éloignés du marché du travail (chômeurs de longue durée, seniors, fin de droits) afin qu'ils retrouvent le chemin de l'emploi.

## ***Crise grecque : oui à la solidarité dans la responsabilité***

L'UNSA, membre de la Confédération européenne des syndicats (CES), demande aux institutions européennes et aux États membres d'arrêter de tergiverser et de mettre en œuvre au plus vite le mécanisme d'appui financier sollicité officiellement par la Grèce qui est membre de la zone euro. Le temps perdu permet aux spéculateurs de continuer leur travail de sape contre l'État grec ce qui est totalement inacceptable. En effet, la Grèce tombe dans une spirale infernale où du fait de taux d'intérêt très élevés, la dette s'accroît et menace d'annuler le programme d'austérité draconien imposé au peuple grec. En outre, les banques et les organismes de crédit qui ont été sauvés par les États, jouent maintenant contre eux. Aujourd'hui, c'est la Grèce, demain le Portugal et l'Espagne ? Et après ? Cette réalité souligne l'urgence d'adopter des règlements et une gouvernance pour contrôler la sphère financière. Il ne faudrait pas oublier que ce ne sont pas les travailleurs mais les marchés financiers qui ont provoqué la crise. Certes la Grèce doit arrêter de vivre au-dessus de ses moyens, lutter contre la fraude fiscale et le travail au noir, mais certains États membres doivent également arrêter la surenchère sur les sacrifices supplémentaires exigés de la Grèce pour obtenir l'aide promise. Ce sont des hommes et des femmes qui vont souffrir de la situation dramatique ainsi créée et provoquer un risque d'explosion sociale. L'Europe se doit de réagir et retrouver le sens de la solidarité qui est à la base de la construction européenne. Le chacun pour soi a trop vécu. Il est temps de créer une Union dans laquelle les peuples de l'Europe se reconnaissent.

## **9 mai 2010, journée de l'Europe**

### ***Retrouver l'esprit et le courage des pères fondateurs de l'Europe***

Le 9 mai, journée de l'Europe, revêt un caractère particulier puisque nous fêtons le 60ème anniversaire de la Déclaration de Robert Schuman, considérée comme l'acte fondateur de l'Union européenne. La volonté politique qui se dégage de cette déclaration offrant un avenir à l'Europe et aux européens tranche singulièrement avec les marchandages auxquels se livrent nos dirigeants actuels. Les égoïsmes nationaux imposent une Europe intergouvernementale où sévit la compétition entre les États membres en lieu et place d'une Europe de la paix et de la solidarité, d'une communauté économique, d'une Fédération européenne, de l'égalisation dans le progrès des conditions de vie de la main d'œuvre. Alors que les défis, comme hier, sont immenses, l'Europe donne l'image de l'impuissance. En ce moment, ce sont les marchés financiers qui dictent leur loi à la zone euro en s'en prenant à la Grèce, au Portugal, à l'Espagne... Chaque État est livré à lui-même.

Pour l'UNSA, ce constat ne doit pas conduire au renoncement bien au contraire. L'Europe a besoin d'un véritable électrochoc. Il nous faut plus d'Europe et une meilleure Europe. Celle-ci est le lieu de rassemblement indispensable des États européens pour peser dans la mondialisation. Pour l'UNSA, l'Europe doit être beaucoup moins celle des marchés et beaucoup plus celle des citoyens européens. Il faut retrouver au plus vite un projet européen ambitieux qui réponde en particulier aux aspirations des travailleuses et des travailleurs. Il faut retrouver l'esprit et le courage qui animaient les pères fondateurs de l'Europe.

Consultez le site «l'UNSA et l'Europe» sur la page d'accueil du site UNSA  
<http://europe.unsa.org/>